ORIGINAL ARTICLE

SANTOS, Maria Eliane Ferreira dos^[1], MEDEIROS, Késia Girlane Santos de^[2]

SANTOS, Maria Eliane Ferreira dos. MEDEIROS, Késia Girlane Santos de. Éducation des détenus: défis et perspectives. Revue scientifique pluridisciplinaire de la base de connaissances. An 05, Ed. 10, vol. 20, pp. 144-160. octobre 2020. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/education-fr/education-des-detenus>

Contents

- RÉSUMÉ
- 1. INTRODUCTION
- 2. MÉTHODOLOGIE
- 3. DÉVELOPPEMENT
- 3.1 L'ÉDUCATION PÉNITENTIAIRE : UN DÉFI CONSTANT
- 3.2 ÉDUCATION PÉNITENTIAIRE : L'ESPOIR DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS
- 3.3 L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION POUR LES ÉTUDIANTS PRIVÉS DE LIBERTÉ
- 4. CONSIDÉRATIONS FINALES
- 5. RÉFÉRENCES
- ANNEXE – RÉFÉRENCE DE RÉFÉRENCE

RÉSUMÉ

Le présent travail vise à présenter les obstacles qui se posent dans le processus éducatif dans les prisons, étant donné l'absence de politiques publiques adéquates pour investir dans une éducation de qualité pour les étudiants privés de liberté. Grâce aux lectures réalisées, il est possible de se rendre compte qu'il y a eu une chance de la part des dirigeants et de la société depuis longtemps. À partir du XXe siècle, certains investissements ont progressivement vu le jour, mais nous sommes toujours tombés sur une éducation dévaluée, par les dirigeants et par la société. Le but est de démontrer que malgré les obstacles, il est possible de sauver l'histoire de l'inprison et de le conduire à construire une famille et à retourner vivre dans la société avec dignité. L'éducation pénitentiaire est un grand défi, mais

les possibilités sont connues et même face aux obstacles auxquels nous avons été confrontés, nous avons été confrontés à des résultats positifs de la part d'étudiants qui cherchent des connaissances, construisent des connaissances et ont une intelligence incontestable. L'«éducation pénitentiaire» est une garantie importante d'un nouveau départ pour une resocialisation, car à travers la salle de classe, il est possible de garantir aux élèves privés de liberté, de dignité, étant donné que les espaces dont ils font partie sont d'un mépris total pour la vie, dans la salle de classe, les prisonniers se sentent à nouveau comme des gens, se sentent capables de relever les défis de la vie et même de reprendre une vie saine dans la société. Il convient de noter qu'une éducation de bonne qualité dans les prisons, évite les rébellions et il y a une réduction de la peine pour ceux qui vont à l'école. C'est parce que la Loi sur l'application de la loi sur l'application de la loi sur les infractions pénales stipule que 12 heures de fréquentation scolaire équivalent à un jour de moins que le temps. L'éducation est un droit qui doit être garanti à tous, comme l'assure la loi de lignes directrices et de bases de l'Éducation nationale, à l'article 205, qui déclare l'accès à l'éducation comme un droit de tous, afin d'être promu et encouragé par la société, en accordant la priorité au développement et à la préparation d'un individu dans la société, se réfère donc à l'étudiant privé de liberté.

Mots-clés: Obstacles, société, resocialisation, liberté.

1. INTRODUCTION

Cette recherche vise à présenter le grand dilemme de l'éducation pénitentiaire au Brésil, obstacles que d'ici là, il n'est pas encore possible de trouver une solution appropriée, étant donné l'absence d'une politique publique adéquate pour l'enseignement dans les prisons, parce qu'il est présenté dans la modalité de l'éducation des jeunes et des adultes (EJA). On croit donc que tant d'obstacles sont rencontrés par des étudiants privés de liberté.

Selon Novo (2019), l'homme est né pour être libre, il ne fait pas partie de sa nature de rester en cage. Même si l'école est un refuge, il est encore possible de rencontrer des élèves qui prétendent en toute sécurité, il n'y a aucun intérêt dans la salle de classe, mais souvent, il cherche cet espace pour échapper aux punitions, c'est-à-dire, la prison est considérée comme un endroit qui punit, persécute, maltraite, humilie, et le prisonnier pour ne pas

supporter tant d'humiliations de voir à l'école un lieu de confort et de sécurité.

Toujours selon Foucault (1987), la prison est fondée sur la « privation de liberté », soulignant que cette liberté est un bon cadeau pour tous de la même manière, c'est-à-dire la perdre, signifie perdre le droit de venir, et montre surtout que le fait de ne pas être libre, par conséquent, subira les conséquences liées aux actes d'infraction commis par les prisonniers.

2. MÉTHODOLOGIE

Cet article a été élaboré à partir d'une recherche bibliographique de divers aspects et auteurs qui étaient prêts à parler de la confrontation de l'enseignement pénitentiaire, cette recherche, menée par Internet, la lecture exhaustive dans diverses sources, dans la recherche incessante de comprendre les défis de l'EJA dans le contexte carcéral, et chercher d'une manière claire et objective, afin de comprendre un peu le contexte historique et le but de l'éducation pénitentiaire.

L'analyse de cette recherche et de l'information présentée ici, se fait en fonction de la compréhension des lectures réalisées, c'est-à-dire que ce sont ces lectures qui offrent toute une série de possibilités pour mieux comprendre la confrontation de l'enseignement pénitentiaire, en particulier en ce qui concerne les enseignants qui font partie de ce processus.

3. DÉVELOPPEMENT

3.1 L'ÉDUCATION PÉNITENTIAIRE : UN DÉFI CONSTANT

Pour comprendre l'histoire de l'enseignement pénitentiaire, il est important de connaître le contexte historique du système carcéral brésilien, qui au fil du temps a subi des changements majeurs, cherchant toujours à comprendre les va-et-vient de l'incardo. Il n'est pas possible de parler d'éducation carcérale sans connaître d'abord les principaux faits qui ont été modifiés au fil du temps.

À l'époque coloniale, le Brésil était gouverné par l'Ordination du Portugal. Ainsi, le Code philippin a été une étape très pertinente à cette époque, qui a aboli la dernière ordination (Manuelines). Ce Code a été considéré par l'histoire comme une loi sans rapport avec les droits de la personne, parce qu'il comportait des peines cruelles, dégradantes et viles, avec un aspect de vengeance corporelle (SCHICHOR, 1993).

Ce code dépeint une inégalité sociale à l'égard des moins favorisés, étant donné que les riches subissent des peines plus douces. Un exemple classique de l'exécution de ces peines est la condamnation à mort de Tiradentes qui montre la cruauté et l'odeur de l'humanisation de la peine :

C'est pourquoi ils condamnent l'accusé Joaquim José da Silva Xavier en surnommant l'Enseigne Tiradentes Alferes qui était la troupe rémunérée de la Capitainerie des Mines à laquelle avec le sol nu et commercial est conduit à travers les rues publiques à la place de la potence et en elle mourir mort naturelle pour toujours, et qu'après la mort est coupé sa tête et emmené à villa Rica où dans un endroit plus public de celui-ci sera cloué, sur un poteau élevé jusqu'à ce que le temps le consomme, et son corps sera divisé en quatre quartiers, et cloué à des pôles le long du chemin de Minas sur le site de Varginha et Sebolasa, où le défendeur avait ses pratiques infâmes et le plus dans les sites de plus grandes colonies jusqu'à ce que le temps les consomme également; déclarer le défendeur tristement célèbre, et ses enfants et petits-enfants les avoir, et leurs biens s'appliquent à la Chambre fiscale et royale, et la maison dans laquelle il vivait à Villa Rica sera rasé et salé, de sorte que plus jamais sur le terrain est construit et ne pas être propre sera évalué et payé à son propriétaire pour les biens confisqués et sur le même étage va augmenter un modèle par lequel l'infamie de cet abominable défendeur est gardé en mémoire. (apud DOTI, 2003, p. 27)

Les lois du Brésil n'ont été élaborées qu'avec la Constitution de l'Empire en 1824. Comme ça.: «[...] en 1824, la première constitution a été accordée. Cela a apporté des garanties à la liberté publique et aux droits individuels. La nouvelle loi prévoyait la nécessité d'un code pénal, qui devrait avoir des piliers fondés sur la justice et l'équité » (TAKADA, 2010, p. 3). C'est-à-dire qu'il est perçu que les lois ont toujours été présentes dans la société, mais elles ont été faites comme une forme de répression, de distanciation de l'individu incapable de

vivre dans la société.

Ainsi, le Code criminel de l'Empire a commencé à agir légalement avec un aspect plus humain, adhérant comme une peine la privation de liberté.

Plus tard, avec l'introduction d'un système républicain, un nouveau Code a été créé, à partir de 1890 avec des peines plus douces par rapport à celles du Code criminel de l'Empire. Cependant, il y a toujours un point de répression et la ségrégation sociale a toujours existé au Brésil.

Il est entendu dans ce contexte que jusque-là, la soi-disant « éducation » n'était pas encore quelque chose prévu dans la loi, tout le contexte historique est formé par une distanciation de cet individu de la société, car il n'y a toujours pas de lois qui traitent de la question de la resocialisation et des écoles fonctionnant dans les soi-disant « prisons » et / ou des prisons. On ne peut pas parler d'éducation en prison, sans aborder d'abord les diverses questions du système lui-même, comme les lois qui gouvernaient le pays, étant donné les changements qui, au fil du temps, ont été améliorés pour permettre au privé de la liberté d'aller en classe.

L'éducation dans le système carcéral a commencé dans les années 1950. Même au début du XIXe siècle, la prison n'était considérée que comme un lieu de confinement des personnes, sans aucune proposition de requalification des prisonniers.[3] Selon les études menées, il n'y avait pas d'éducation qui couvrait les personnes privées de liberté, cela à son tour était à la merci de toutes sortes de violence, il n'y avait pas de politique publique qui a bénéficié au prisonnier, la vie n'avait aucune valeur.

Toutefois, avec l'élaboration de programmes de traitement dans les prisons, cette proposition a été présentée. Auparavant, il n'y avait aucune forme de travail, d'enseignement religieux ou laïque.

C'est pourquoi, au début des années 1950, l'échec de ce système carcéral a été identifié, ce qui a motivé la recherche de nouvelles orientations, insérant ainsi l'enseignement scolaire dans les prisons. Foucault (1987, p. 224) dit : « L'éducation du détenu est, de la part des pouvoirs publics, en même temps une précaution indispensable dans l'intérêt de la société et une obligation envers le détenu, c'est la grande force de la pensée ».

Au XXe siècle, on a remarqué que la population carcérale, en raison de la ségrégation sociale, qui est évidente au Brésil, n'avait pas beaucoup d'éducation ou n'atteignait pas un niveau élevé en matière d'éducation formelle. Ainsi, vers 1950, il y a eu l'intégration de l'éducation dans le système pénitentiaire.

Une nouvelle conception du système carcéral ne commence, en ce qui concerne la prison, qu'à partir de ces changements au Brésil, au milieu des années 1950, les normes générales du régime pénitentiaire (loi n° 3274/57) ont été éditées et acceptées comme celle qui a inauguré la conception éducative intégrale pour la population carcérale (VASQUEZ, 2008).

3.2 ÉDUCATION PÉNITENTIAIRE : L'ESPOIR DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Ce n'est que du gouvernement de Juscelino Kubitschek que ces normes générales du régime pénitentiaire ont été ratifiées, présentant des termes tels que « éducation morale », « éducation intellectuelle », « éducation physique », « éducation artistique » et « formation professionnelle » (VASQUEZ, 2008, p. 70). L'objectif principal serait d'améliorer dans la vie quotidienne de la prison une éducation de qualité, qui pourrait insérer l'individu privé de liberté dans une tentative d'offrir une meilleure condition de vie à ceux qui n'ont pas le droit de vivre dans la société, mais malheureusement il n'a pas été bien consolidé, faute d'une organisation efficace, ce qui démontre la réalité nationale de la consternation avec les prisons brésiliennes.

L'éducation est un droit garanti par la loi, étant donné la possibilité de changement, de faire face à la pauvreté, la tentative de réduire la violence et de faire de cette population carcérale un minimum de dignité, de transformer sa vie, de devenir plus humaine, de pouvoir créer en elle-même, l'espoir de conquérir de nouvelles opportunités, et qui peut, à partir de l'éducation, faire face à la société.

C'est la base, c'est-à-dire l'un des principaux outils de croissance personnelle, à travers elle, il est possible de transformer, d'élargir la connaissance du monde, en particulier de conduire les privés de liberté à valoriser davantage la vie, et les gens qui l'entourent, quand ils peuvent comprendre que l'école est leur lieu de refuge. Il convient de noter qu'il est nécessaire d'investir dans une politique

éducative de qualité, en améliorant la valeur humaine, l'inclusion sociale, la culture et l'économie.

En ce qui concerne les politiques d'éducation scolaire dans les prisons, son caractère complexe d'organisation et de fonctionnement est souligné, car elles sont menées à partir de l'articulation du système éducatif avec le système pénitentiaire (Ministère de l'éducation, Ministère de la Justice, Départements d'État de l'Éducation et Secrétariats de la Défense Sociale ou administration pénitentiaire, ainsi que des organes qui font partie de ces systèmes, tels que les prisons et les pénitenciers) , qui, à son tour, s'articule avec le système de justice pénale et avec la société. (OLIVEIRA, 2013, p. 957).

Dans ce contexte, la Constitution fédérale de 1988, considérée comme la plus démocratique et la plus citoyenne de toutes les Constitutions brésiliennes, assure dans ses principes, des bases axées sur la compréhension de l'éducation dans les systèmes de sécurité sociale comme une question de droits fondamentaux et sociaux de l'homme. Par conséquent, investir dans les écoles pénitentiaires implique dans plusieurs aspects, parmi eux, est la possibilité de retourner ce sujet à la société, pour vivre avec la famille, les amis, l'accès au travail, le retour au sens du mot vie. Toutefois, pour parler d'éducation pénitentiaire, il est nécessaire de présenter les lois qui régissent l'institution.

Art. 1º La République fédérative du Brésil, formée par l'union indissoluble des États et des municipalités et du district fédéral, constitue un État de droit démocratique et a comme fondement :

I – souveraineté;

II – citoyenneté;

III – la dignité de la personne humaine; [...] . (BRASIL, 1988)

Dans ce contexte, la Loi sur l'exécution pénale – LEP (Loi nº 7 210/84) traite précisément de la façon de procéder à l'exécution de la peine dans les établissements criminels :

Art. 1º L'exécution pénale vise à mettre en œuvre les dispositions relatives à la

peine ou à la décision pénale et à fournir les conditions d'une intégration sociale harmonieuse des condamnés et des hospitalisés.

[...]

Art. 3º Les condamnés et les hospitalisés seront assurés de tous les droits non concernés par la peine ou la loi. (BRASIL, 1988).

Aux articles 10 et 11 de la LEP, il est clairement décrit que l'État a l'entière responsabilité d'assurer la réalisation de ces droits :

Art. 10. L'assistance au prisonnier et à l'interné est le devoir de l'État, qui vise à prévenir la criminalité et à guider le retour à la coexistence dans la société.

Paragraphe unique. L'aide s'étend au diplômé.

Art. 11. L'aide sera :

I – Matériel;

II – Santé;

III -légal;

IV – Éducation;

V – Social;

VI – Religieux. (BRÉSIL, 1984, notre griffon)

Enfin, la Constitution fédérale de 1988, à l'article 6, établit que :

Art. 6e. Les droits sociaux sont l'éducation, la santé, le travail, le logement, les loisirs, la sécurité, la sécurité sociale, la protection de la maternité et de l'enfance, l'aide aux sans-abri, sous la même forme que cette constitution.

Il fait donc référence au droit social qui nécessite une aide positive de l'Etat.

Que l'individu soit en prison ou non, rien ne le prive de ses droits, tels que la santé et le travail.

Il convient de souligner que l'éducation est également primordiale dans le système carcéral, c'est la possibilité de changements dans la vie de cet individu, c'est le sauvetage de l'estime de soi, mais c'est aussi la conscience de la société dans la compréhension que le citoyen en perdant sa liberté, perd aussi un peu de lui-même.

La possibilité de renvoyer cet individu dans la société quand il étudie est beaucoup plus grande que lorsqu'il ne cherche pas l'école. C'est là, en classe, que se déroule le processus de transformation, de croissance, d'amélioration et d'amélioration. L'école pénitentiaire n'est peut-être pas le meilleur choix pour les personnes privées de liberté, mais c'est le moment du refuge, c'est la possibilité de changements, étant donné, en plus de la construction par la connaissance que cela à son tour aura sa peine réduite. Plus il se consacre à l'école, plus il a accès aux connaissances et à la chance de retourner à la vie familiale.

Il convient de noter que, dans tout le contexte socio-éducatif, le manque d'investissements dans l'éducation pénitentiaire est perçu, parce que cela vient déjà de longues années face aux difficultés liées à leur existence dans les prisons, parce que dans le même temps que cela pourrait être la porte de sortie, pour les dirigeants, ce n'est qu'une dépense inutile. La société ne voit pas volontairement, pour elle, le prisonnier n'a pas besoin d'avoir des « avantages », c'est-à-dire, à partir du moment où l'individu commet un crime, doit assumer et payer pour cela.

Toutefois, pour les personnes qui font partie du système carcéral, qu'elles soient femmes ou hommes, qui ont droit à l'accès à l'école, il est souligné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, article 26, que chacun a droit à l'éducation, visant le plein développement de l'individu et la réaffirmation du respect des droits de l'homme. (OLIVEIRA, 2013)

Il est entendu que ces droits sont accordés à chaque citoyen (a), parce que le but n'est pas de punir, mais de garantir la légalité de ces droits pour les personnes privées de libertés afin de les sensibiliser à leur rôle dans la société, en particulier lorsqu'ils vivent avec d'autres

personnes. La prison ne change pas, mais l'école a ce pouvoir transformateur, un rôle très important dans la construction de l'identité de ce prisonnier. Et ce n'est pas quelque chose incité par qui que ce soit, mais il existe des lois qui garantissent l'accès à l'école:

Le système carcéral brésilien s'écarte des problèmes sociaux. Selon les données enregistrées en 2017, il y a actuellement 668 182 prisonniers au Brésil, tandis que le nombre de postes vacants est de 394 835, ce qui entraîne une surpopulation avec un pourcentage équivalent à 69,2 %. Ainsi, il exige des politiques publiques de l'Etat, visant une intervention pour apporter des changements.

Dans le cas du système carcéral, l'avantage ne revient pas seulement aux détenus, mais aussi à la société. (VELASCO, 2017)

Ce droit est prévu dans plusieurs documents internationaux, tels que : Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (article 1°); Convention internationale relative aux droits de l'enfant (paragraphe 1°, art. 29); Convention contre la discrimination dans l'éducation (articles 3°, 4° et 5°); déclaration et plan d'action de Vienne (partie 1, paragraphe 33 et 80); Agenda 21 (chapitre 36); Déclaration de Copenhague (compromis n° 6); Beijing Platform for Action (paragraphe 69, 80, 81 et 82); déclaration d'Aman et la Décennie d'action des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (paragraphe 2). (PRADO, 2017)

Les défis auxquels ils sont confrontés sont grands, mais possibles, la loi garantit l'accès, l'égalité de traitement pour tous, indépendamment de leur liberté ou non. L'éducation est un droit de chaque citoyen, c'est à travers elle la conquête possible, cependant, on sait que les investissements sont de plus en plus rares, il n'y a pas de politiques publiques adéquates pour empêcher cette croissance effrénée des inégalités sociales, qui fait le prisonnier à la merci de l'exclusion, le manque d'affection familiale, et cet individu de plus en plus nécessaire et enclin à retourner dans le monde de la criminalité.

L'école est votre lieu de refuge, c'est la recherche du sauvetage de l'identité, la volonté de gagner loin du crime, il convient de mentionner que la prison est déjà un processus de discrimination, d'exclusion, l'école est considérée comme un lieu de conquête. C'est en ce sens que cette étude cherche à étudier comment la mise en œuvre des politiques publiques pour l'éducation des jeunes et des adultes (EJA) dans une situation de privation de liberté,

comment cette insertion se produit, et ce qui a réellement rendu cet espace plus attrayant pour cet individu. (NASCIMENTO, 2013)

À son tour, d'autres questions se posent, le détenu va-t-il à l'école uniquement pour le remissão, ou est-ce que cela cherche à améliorer leurs connaissances? Quel est le but d'une détention face à la salle de classe? Les questions sont les plus diverses, mais il convient de mentionner que [i] vivre avec cette réalité soulève d'autres questions, telles que: est-il possible d'être accepté par la société? Est-il possible d'obtenir un emploi pour ne pas revenir aux mêmes infractions? Pour certaines de ces questions, nous avons des réponses très difficiles, pour d'autres non.

Le droit à l'éducation est garanti aux personnes emprisonnées par la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948); dans le système juridique brésilien par la Constitution fédérale (1988), la Loi sur les lignes directrices et les bases de l'éducation (1996) et la loi sur l'exécution pénale (1984). (SILVA, 2013).

Le niveau d'éducation des personnes entrant dans le système carcéral est généralement très faible, ce qui pose de grandes difficultés sur le marché du travail, dans ce cas, davantage d'investissements étaient nécessaires, c'est-à-dire une politique publique bien conçue et bien gérée pour investir massivement dans l'éducation. Lorsqu'on réfléchit à la situation du prisonnier au Brésil, on observe que la plupart des prisonniers n'ont pas eu les meilleures opportunités en matière d'éducation, n'ont pas étudié, n'ont pas donné le droit d'aller et venir du prisonnier, l'autorisation de rendre visite à sa famille était presque inexistante (BRASIL ESCOLA, 2017).

Il convient de noter qu'en raison de tant d'attaques infructueuses concernant l'inclusion de personnes emprisonnées dans les relations sociales et la valorisation de l'enseignement pénitentiaire, il est observé que le modèle, de cette manière éducative au Brésil, est situé dans l'État de São Paulo. Tavoraro (1999), rapporte qu'au début il n'y avait pas de participation de la société. Selon le contexte historique de l'éducation des prisonniers dans l'État, jusqu'en 1979, les enseignants mandatés par le Ministère de l'éducation enseignaient l'éducation de base dans les prisons, sur la base des années scolaires des écoles officielles, avec la sérialisation annuelle et l'utilisation de matériel pédagogique appliqué aux enfants. Il est perçu qu'il n'y avait pas de pratique pédagogique capable de répondre aux besoins du

prisonnier, seulement en 1988, lorsque la responsabilité de l'éducation des prisonniers a été conférée par la Fondation d'État pour le soutien au travailleur emprisonné – FUNAP, a désigné la rémunération des moniteurs, le fonctionnement des écoles et la méthodologie d'enseignement appliquée.

Voici, plusieurs questions se posent, quel est le but du prisonnier étant dans la salle de classe? Les dirigeants et la société s'intéressent-ils à ce qu'il soit inséré dans un programme de rééducation? Selon des recherches antérieures, il est perçu que cette « rééducation » qui vise l'État dans la pratique n'existe pas. Car ce qui attire vraiment l'attention sur cet aspect, c'est que la plus grande préoccupation du système carcéral lorsqu'il reçoit un condamné n'est pas sa rééducation, mais sa privation de liberté. (SANTOS, 2008.).

C'est-à-dire qu'en entrant dans la prison, l'individu est déjà condamné à vivre une vie médiocre, de miettes, la société le rejette et oublie qu'un jour il faisait déjà partie de ce processus. La famille l'abandonne aussi le plus souvent et il continue à s'impliquer de plus en plus dans le monde du crime, il n'y a pas assez de raisons pour une réinsertion, le sujet se sent méprisé, incapable de re-croire en lui-même. Selon Claude, il dit:

L'éducation est précieuse parce qu'elle est l'outil le plus efficace pour la croissance personnelle. Et il assume le statut de droit de l'homme, parce qu'il fait partie intégrante de la dignité humaine et contribue à l'importance de la connaissance, de la connaissance et du discernement. En outre, par le type d'instrument qu'il constitue, il s'agit d'un droit multi-face : social, économique et culturel. Le droit social parce que, dans le contexte de la communauté, il favorise le plein développement de la personnalité humaine. droit économique, parce qu'il favorise l'autosuffisance économique par l'emploi ou le travail indépendant. Et le droit culturel, puisque la communauté internationale a guidé l'éducation pour construire une culture universelle des droits de l'homme. En bref, l'éducation est la condition préalable pour que l'individu agisse pleinement en tant qu'être humain dans la société moderne. (CLAUDE, 2005).

Dans ce contexte, on peut identifier que la privation de liberté ne contribue pas à la resocialisation. Par conséquent, une certaine prise de conscience est nécessaire dans cette direction, afin d'atténuer ou même de résoudre ce malentendu. Pour cela, il est nécessaire

d'élaborer des programmes éducatifs appropriés pour le système carcéral qui peuvent atteindre la société carcérale en général, de sorte que l'éducation des jeunes et des adultes vise à l'alphabétisation et de travailler à la construction de la citoyenneté du détenu. Selon Salla (1999, p. 67), «[...] même si la prison est incapable de se resocialiser, un grand nombre de détenus quittent le système carcéral et abandonnent la marginalité parce qu'ils ont eu l'occasion d'étudier ».

Lorsque le prisonnier a la possibilité d'être inséré dans la salle de classe, il ya un changement surprenant de comportement, il commence à penser beaucoup plus à la famille, dans le sauvetage de sa propre identité, dans la recherche de renforcer les liens familiaux, à ce moment il est perçu que l'EJA est le seul port capable de réécrire cette histoire.

3.3 L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION POUR LES ÉTUDIANTS PRIVÉS DE LIBERTÉ

Le texte en question n'essaie pas de montrer la situation des prisons brésiliennes, mais l'importance de l'éducation au sein du système, mais il est nécessaire d'aborder des questions pertinentes afin de mieux comprendre la situation du système en général. L'aspect le plus pertinent et la considération possible est d'observer le profil de la population carcérale au Brésil, selon les données fournies par le Département national pénitentiaire du Ministère de la justice, au Brésil, la majeure partie de la masse carcérale est composée de jeunes de moins de trente ans et avec une faible scolarisation, dans un nombre considérablement effrayant, (97% sont analphabètes ou semi-analphabètes). (SANTOS, 2008).

Par conséquent, la criminalité est liée au faible niveau d'éducation et à la question économique sociale. Afin qu'ils ont un besoin urgent de développer des projets éducatifs qui peuvent travailler la sensibilisation des étudiants, afin de les amener à comprendre la réalité et, par conséquent, leur place dans ce monde. Selon Silva (2008), une personne née défavorisée, sans accès à l'éducation, n'est pas en mesure d'agir avec discernement dans ses actes. Gadotti souligne que :

La nécessité de travailler à la rééduquer “[...] l’acte antisocial et les conséquences de ces actes, les troubles juridiques, les pertes personnelles et la stigmatisation

sociale « . En d'autres termes, développer la capacité de réfléchir sur nous, en leur faisant comprendre la réalité afin qu'ils puissent alors désirer leur transformation. (GADOTTI, 1999, p.62).

C'est-à-dire une éducation capable d'assumer une autonomie intellectuelle des étudiants, offre des conditions pour analyser et comprendre la réalité carcérale humaine et sociale dans laquelle ils vivent. Le système pénitentiaire a un besoin urgent d'une éducation qui a la priorité de développer la capacité de critique, capable de les impliquer dans la possibilité de les alerter sur les choix qu'ils doivent faire tout au long de leur vie, y compris la période pendant laquelle ils sont des individus appartenant à leur coexistence, la prison.

Selon Gadotti (1999), l'éducation libre et en prison le mot et le dialogue, sont considérés comme la clé principale. La seule motivation d'un détenu est la liberté, et la liberté est la force de la pensée

Dans son analyse Freire (1980), il déclare que :

La prise de conscience est [...] une vérification de la réalité. Plus la prise de conscience, plus la réalité est « dévoilée », plus elle pénètre l'essence phénoménique de l'objet, devant laquelle nous nous trouvons à l'analyser. Pour cette même raison, la prise de conscience ne consiste pas à « se tenir devant la réalité » en assumant une position faussement intellectuelle. La conscience ne peut exister en dehors de la « praxis », ou plutôt sans l'acte d'action-réflexion. Cette unité dialectique est, d'une manière permanente, la voie à être ou à transformer le monde qui caractérise les hommes. (FREIRE, 1980, p. 26).

Du point de vue de l'éducation, nous devons travailler avec les concepts fondamentaux des prisons, tels que la famille, l'amour, la dignité, la liberté, la citoyenneté, la misère, la communauté, entre autres. Car cela a pour fonction de démystifier une réalité très importante, que l'éducation au sein du système carcéral prendra le pas le plus important, le vrai sentiment de resocialisation, la recherche pour surmonter le faux argument selon lequel, une fois bandit, un bandit toujours ».

L'éducation dans les prisons est prévue dans le LEP :

Art. 17. L'aide éducative comprendra l'éducation scolaire et la formation professionnelle du prisonnier et du détenu. Art. 18. L'enseignement du 1er degré sera obligatoire, s'intégrant dans le système scolaire de l'Unité Federative. Art. 18-A. L'enseignement secondaire, régulier ou complémentaire, avec l'enseignement général ou la formation professionnelle du lycée, sera mis en œuvre dans les prisons, dans l'obéissance au précepte constitutionnel de son universalisation. § 1 - L'éducation enseignée aux prisonniers et aux prisonniers s'intégrera dans le système éducatif public et municipal et sera maintenue, administrativement et financièrement, avec le soutien de l'Union, non seulement avec les ressources allouées à l'éducation, mais aussi par le système public de justice ou d'administration pénitentiaire. § 2 - Les systèmes éducatifs offriront aux prisonniers et aux prisonniers des cours supplémentaires dans l'éducation des jeunes et des adultes. (BRASIL, 1984).

Selon des recherches menées dans cette perspective de vérification de l'EJA, il est perçu que toute sa structure est basée sur des normes et des lois qui régissent cette modalité, étant donné que la liberté privée ne peut jouir du droit de passer à une école commune, ce qui à son tour de ne pas perdre l'orientation des études, cherche en prison un moyen de retrouver , et même se préparer à travers des études pour un retour à la société.

L'éducation dans le système carcéral suit les règles des droits de l'homme, c'est-à-dire le fait que l'individu est emprisonné n'enlève pas le droit ou la confiscation des études, cela va à son tour à la recherche de remission, et est confronté aux réalités des plus divers et commence à réaliser, qu'il est beaucoup plus précieux la recherche de connaissances, l'implication dans l'univers des livres , que même la participation à un document simple pour réduire la pénalité.

Des chercheurs comme Foucault ont commencé à défendre l'éducation comme un droit des prisonniers : « L'éducation du détenu est, de la part du pouvoir public, en même temps une précaution indispensable dans l'intérêt de la société et une obligation envers le détenu, c'est la grande force de pensée » (FOUCAULT, 1987, p. 224).

C'est-à-dire, c'est par l'éducation, les premiers pas vers une nouvelle vie, vers des perspectives différentes en ce qui concerne la vie en société. Pour cette modalité éducative,

il convient de noter que chaque époque émergeait de nouvelles idées et était améliorée afin qu'un travail différencié et qualitatif soit possible. Si le prisonnier étudie, ne cherche pas la confusion, est toujours capable de répondre aux besoins du système, prêt à changer sa vie, la recherche de la dignité est une étape essentielle dans son existence. On observe que, depuis la période coloniale, Paiva (1987) affirme que cette éducation a été réduite à l'alphabétisation, qui visait à l'endoctrinement des Indiens adultes à accepter la domination portugaise; ce même enseignement s'adressa aux enfants des Indiens dans l'enseignement de la langue portugaise et de la catéchèse.

Même dans l'Empire, il n'y a pas eu de changements substantiels dans cette conception. Ce n'est que dans la République que nous trouvons une plus grande appréciation de cette éducation, parce qu'elle était liée à l'idée de préparer le travail au développement économique que le pays était en cours. Cela se produit spécifiquement à partir de la « révolution de 1930 que nous trouverons dans le pays des mouvements d'éducation des adultes d'une certaine signification ». (PAIVA, 1987, p. 165).

En réfléchissant à la période coloniale, il est modéré que l'éducation de ceux qui ont perdu leur droit d'aller et venir ait déjà été dévaluée, c'est-à-dire que, puisque l'individu a renoncé à la convivialité dans la société, il devrait payer pour son crime et vivre d'une manière dégradante, ce n'est qu'alors dans la République commence une nouvelle étape, un regard plus vif sur l'offre d'une éducation égale pour tous.

En supprimant le droit d'aller et venir d'une personne, de l'incarcérer, il est retiré du droit à la coexistence dans la société, le gardant dans un espace qui était prévu pour l'empêcher de vivre loin du reste de la société.

Lorsqu'on pense à l'éducation dans l'espace carcéral, il faut réfléchir aux limites clairement imposées, cependant, il ne faut pas réduire le processus éducatif, parce que comme tout autre espace, il faut penser et comprendre les intérêts et les besoins d'apprentissage de cette personne qui est recluse, et quelles limites et certaines situations sont imposées à ce processus éducatif.

Pour décrire la question de l'éducation pénitentiaire, il est nécessaire de faire face à un

événement regrettable, au taux croissant de violence et de criminalité qui a récemment entraîné une forte augmentation de la population carcérale, ce qui se produit non seulement au Brésil, mais en Amérique latine en général.

Lorsqu'on parle de l'offre d'éducation dans le contexte carcéral, il est nécessaire d'aborder une discussion plus large en ce qui concerne l'éducation des jeunes et des adultes (EJA), en faisant valoir que cette modalité dans un environnement carcéral est spécifique, c'est-à-dire que son intention principale est d'atteindre un public marginalisé, mais non moins de lui donner droit à l'accès à l'éducation. En percevant la centralité éducative et la possibilité d'une nouvelle opportunité de coexistence et de dignité, nous comprenons d'autres facteurs essentiels dans la vie de ce citoyen, c'est-à-dire le droit à l'éducation, à la santé, à un travail au sein même du système, afin qu'il se sente partie intégrante du processus et sache qu'il est là pour désobéir aux règles imposées par la société elle-même.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 affirme clairement le droit de « toute personne » à « l'instruction, droit renforcé par le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels de 1966, et compris comme le « plein développement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité » et le renforcement du « respect des droits de l'homme et des libertés fonctionnelles » (art. 13).

En ce qui concerne la population carcérale, les règles minimales des Nations Unies pour le traitement des prisonniers (1955) stipulent que tous les détenus devraient avoir le droit de participer à des activités culturelles et éducatives. Par conséquent, ce principe au Brésil, conformément à la loi de 1984 sur l'exécution pénale, explique à l'article 3 que les condamnés et les stagiaires seront garantis tous les droits qui ne sont pas touchés par la peine ou la loi. (IRELAND, 2011).

4. CONSIDÉRATIONS FINALES

Agir en tant qu'enseignant de l'éducation dans les prisons est une décision difficile, parce que c'est quelque chose de différent, une réalité jusque-là inconnue, mais lorsqu'on fait partie du processus et qu'on connaît de plus près la réalité à laquelle sont confrontés les élèves privés de liberté, des faits très importants surgissent, qui font toute une différence

dans le travail de tout enseignant.

On perçoit que ce n'est pas n'importe quel enseignant qui est capable de la donner avec cette réalité, il faut une préparation psychologique et la certitude qu'il va rencontrer plusieurs situations et doit y faire face toujours avec enthousiasme, responsabilité et engagement, après tout l'éducation en prison, même si l'on essaie de comparer avec l'éducation régulière, n'aura jamais cette proximité, étant donné, les élèves viennent de réalités totalement différentes de celles vécues par les élèves réguliers. Ils ont perdu leur liberté, le droit d'aller et venir, ils ont besoin de reconstruire leurs histoires en peu de temps et parce que c'est la modalité de l'éducation des jeunes et des adultes (EJA), exige un effort beaucoup plus grand de la part d'eux et des enseignants.

En permettant à un détenu d'avoir accès à la salle de classe, en lui donnant l'occasion de réfléchir sur le contexte social, parce que cela l'amènera à penser que s'il y a une possibilité de retourner à la vie familiale, il en a assez de vivre en prison, il commence lui-même à croire qu'il est capable de changer son histoire et de là commence à valoriser l'éducation comme une échappatoire à cette transformation. Bien que nous n'avons pas de politiques publiques spécifiques pour l'éducation pénitentiaire, nous devons croire en cette possibilité de transformation, de reconstruction et de recherche d'identité, de ne plus être considéré comme un simple détenu, mais d'un individu capable de reconstruire sa propre histoire par l'éducation.

5. RÉFÉRENCES

Brésil. Loi no 7 210 du 11 juillet 1984. Il établit la Loi sur l'application de la loi sur l'application de la loi pénale. Disponible en: <http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l7210compilado.htm>. Accessible: 28 nov. 2019.

Brésil. Loi de lignes directrices et bases de l'Éducation nationale. LDB.9394/96. São Paulo: Saraiva, 1996.

BRÉSIL, Loi n° 9 394, 20 décembre. 1996. Lignes directrices et bases de l'Éducation nationale.

CLAUDE, Pierre Richard. « Relations civilo-militaires/policières ». : *Educating for Human Rights: The Philippines and Beyond*, pp. 71-101. Manille/Honolulu: Université des Philippines – Université d'Hawaï, 1996. https://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1806-64452005000100003. Accès: 10 juillet. 2019.

Constitution de la République fédérative du Brésil : (1995). Promulgué le 5 octobre 1988. 26^e Édition mise à jour et élargie. São Paulo: Saraiva, 2007.

DOTTI, René Ariel, Affaires criminelles célèbres. 3.ed., voir. Et ampl. São Paulo: Revista dos Tribunais, 2003, 430 p.

Le Dhnet. Diriger les humains sur Internet. Commentaires à l'article 13. Disponible en: <http://www.dhnet.org.br/direitos/deconu/coment/balestreri.html>. Accessible : 10 mai. 2019

Le Dhnet. Diriger les humains sur Internet. Disponible en: <https://www.direitonet.com.br/artigos/exibir/2231/Ressocializacao-atraves-da-educacao>. Consulté le 10 février. 2019.

FREIRE, P. (1983). L'éducation et le changement. 7., Rio de Janeiro : Paix et Terre.

FREIRE, P. L'importance de l'acte de lire. (1983). 3., São Paulo : Cortez.

FREIRE, P. L'importance de l'acte de lecture, (1994). Dans trois articles qui sont envisagés. 14. Sao Paulo; Cortez.

FREIRE, P. Pédagogie des opprimés. (1987). 30., Rio de Janeiro : Paix et Terre.

FREIRE, P. Pédagogie de l'autonomie. (1997). Connaissance de la pratique éducative nécessaire. São Paulo : Paix et Terre.

FREIRE, P. et RIVIÈRE, P. (1987). Le processus éducatif selon Paulo Freire et Pichon Rivière. São Paulo : Voix.

GADOTTI, M. (1984).L'éducation contre l'éducation : l'oubli de l'éducation et de la formation

continue. 3., Rio de Janeiro : Paix et Terre.

GADOTTI, M. Histoire des idées pédagogiques. (1998). 6., São Paulo: Attique.

GADOTTI, M.; FREIRE, P. et GUIMARÃES, S. (1985). Pédagogie : dialogue et conflit. São Paulo: Cortez - Auteurs associés.

FOUCAULT, M. 1987. Regarder et punir: naissance de la prison. 20ème ed., Petrópolis, Voix, 287 p.

FOUCAULT, M. (1979). Microphysique de puissance. Trad. par Roberto Machado. Rio de Janeiro : Graa.

FOUCAULT, M. Regarder et punir: (1998). Naissance de prison. Trad. par Raquel Ramalheite. 18., Petrópolis : Voix.

G1. Radiographie du système carcéral en 2017. 06/01/2017. Disponible en: <<http://especiais.g1.globo.com/politica/2017/raio-x-do-sistema-prisional/>>. Consulté : 10 novembre 2019.

HISTOIRE DE LA FOLIE. (2001). São Paulo: Editora Perspectiva. Science de la cognition. Florianópolis : Insulaire.

NASCIMENTO, Sandra Maria do, Educação de Jovens e Adultos EJA , dans Vision de Paulo Freire. 2015. http://repositorio.roca.utfpr.edu.br:8080/jspui/bitstream/1/4489/1MD_EDUMTE_2014_2_11_6.pdf. Accès : 10 février. 2019.

NOUVEAU, Benigno Núñez. La pertinence de l'enseignement pénitentiaire en tant qu'instrument de resocialisation. Revista Jus Navigandi, ISSN 1518-4862, Teresina, an 24, n. 5847, 5 Jul. 2019. Disponible en: <https://jus.com.br/artigos/74918>. Accessible : 11 octobre. 2020.

NOUVEAU, Benigno Núñez. L'éducation pénitentiaire qui se rétablit. École du Brésil. Disponible en: <https://meuartigo.brasilecola.uol.com.br/educacao/a-educacao-prisional-que-recupera.htm>.

Accès : 20 août. 2019.

OLIVEIRA, Caroline Bessa Ferreira de. L'éducation scolaire dans les prisons: une analyse des représentations des détenus dans la prison d'Uberlândia (MG). Educ. Pesqui., São Paulo, v.39, n.4, p.955-967, oct./décembre 2013.

Plateau. Disponible en: http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l7210compilado.htm. Consulté le 17 septembre. 2019.

PAIVA, Vanilda Pereira (Éducation populaire et éducation des adultes. 5e Ed. São Paulo: Loyola, Ibrades, 1987.

PEREIRA, Antonio. L'éducation des jeunes et des adultes dans le système carcéral brésilien : que disent les plans d'éducation pénitentiaire de l'État ?

PRADO, Luiz Regis. Cours de droit pénal brésilien. Vol. 3. 14. Ed. Sao Paulo: RT, 2015.

SALLA, Fernando. Les prisons de São Paulo: 1822-1940. São Paulo: Annablume, 1999.

SANTANA, Maria Silvia Rosa; AMARAL, Fernanda Castanheira. L'éducation dans le système carcéral brésilien : origine, concept et légalité. Magazine Jus Navigandi, ISSN 1518-4862, Teresina, an 25, n. 6291, 21 sept. 2020. Disponible en: <https://jus.com.br/artigos/62475>. Accessible: 10 fév. 2020.

SCHICHOR, David. Le contexte corport des prisons privées. Crime, Law and Social Change, v. 20, n.2p.113-138, 1993.

TAKADA, Mario Yudi. Évolution historique de la peine au Brésil. RÉUNION D'INITIATION ETIC-CIETIC, v.6 n.6, 2010.

VASQUEZ, Eliane Leal. 2008. Société captive. Entre culture scolaire et culture carcérale : une incursion dans la science carcérale. Thèse de maîtrise. 163 fls. Université pontificale catholique de São Paulo. São Paulo, 2008.

Velasco. Clair. Moins de 1/5 des prisonniers travaillent au Brésil; 1 étude sur 8. Disponible en:

<https://g1.globo.com/monitor-da-violencia-/noticia/2019/04/26/menos-de-15-do-presos-trabalha-no-brasil-1-em-8-estuda.gtml>>. Accès le 15 septembre. 2019.

ANNEXE – RÉFÉRENCE DE RÉFÉRENCE

3. Selon les études menées, il n’y avait pas d’éducation qui couvrait les personnes privées de liberté, cela à son tour était à la merci de toutes sortes de violence, il n’y avait pas de politique publique qui a bénéficié au prisonnier, la vie n’avait aucune valeur.

^[1] Doctorant en sciences de l’éducation (participation), maîtrise en sciences de l’éducation (terminé), troisième cycle en organisation scolaire et gestion, troisième cycle en langue et littérature portugaises, diplôme en lettres et normal supérieur.

^[2] Maîtrise en sciences de l’éducation (terminée), graduation en lettres (terminé) et diplôme en nutrition (participation).

Soumis : août 2020.

Approuvé : octobre 2020.